

doc
CA1
EA925
89R21
FRE



**LA RÉSIDENCE
DE L'AMBASSADEUR
DU CANADA**

Claude Talbot CHARLAND

Né le 29 octobre 1933 à Québec.

Marié à Marguerite Panet-Raymond (3 enfants).

Études: Université de Montréal, 1954
Université McGill, 1957

Carrière: Entré au Service extérieur du Canada en 1957,
il a servi dans les postes suivants:

- 1958 Nouvelle-Orléans, Vice-consul et Délégué commercial adjoint;
- 1958 Paris, Secrétaire (Affaires commerciales);
- 1961 Lagos, Secrétaire (Affaires commerciales);
- 1962 Ottawa, Adjoint exécutif au Sous-ministre, Ministère du Commerce et de l'Industrie;
- 1965 Sao Paulo, Consul et Délégué commercial;
- 1967 Bruxelles, Conseiller (Affaires commerciales);
- 1970 Paris, Ministre-Conseiller (Affaires commerciales);
- 1973 Ottawa, Sous-ministre adjoint, Expansion des exportations, Ministère du Commerce et de l'Industrie;
- 1977 Ottawa, Sous-ministre adjoint, Service des Délégués commerciaux et Marketing international, Ministère du Commerce et de l'Industrie;
- 1979 Ambassadeur au Mexique, simultanément accrédité Ambassadeur au Guatemala;
- 1982 Ottawa, Sous-ministre adjoint, Expansion commerciale, Ministère des Affaires extérieures;
- 1983 Ottawa, Sous-ministre adjoint, Affaires de l'Amérique latine et des Caraïbes, Ministère des Affaires extérieures;
- 1985 Ambassadeur en Italie, simultanément accrédité Haut Commissaire à Malte;
- 1986 Simultanément accrédité Ambassadeur en Libye;
- 1988 Ambassadeur en France

43-266-619

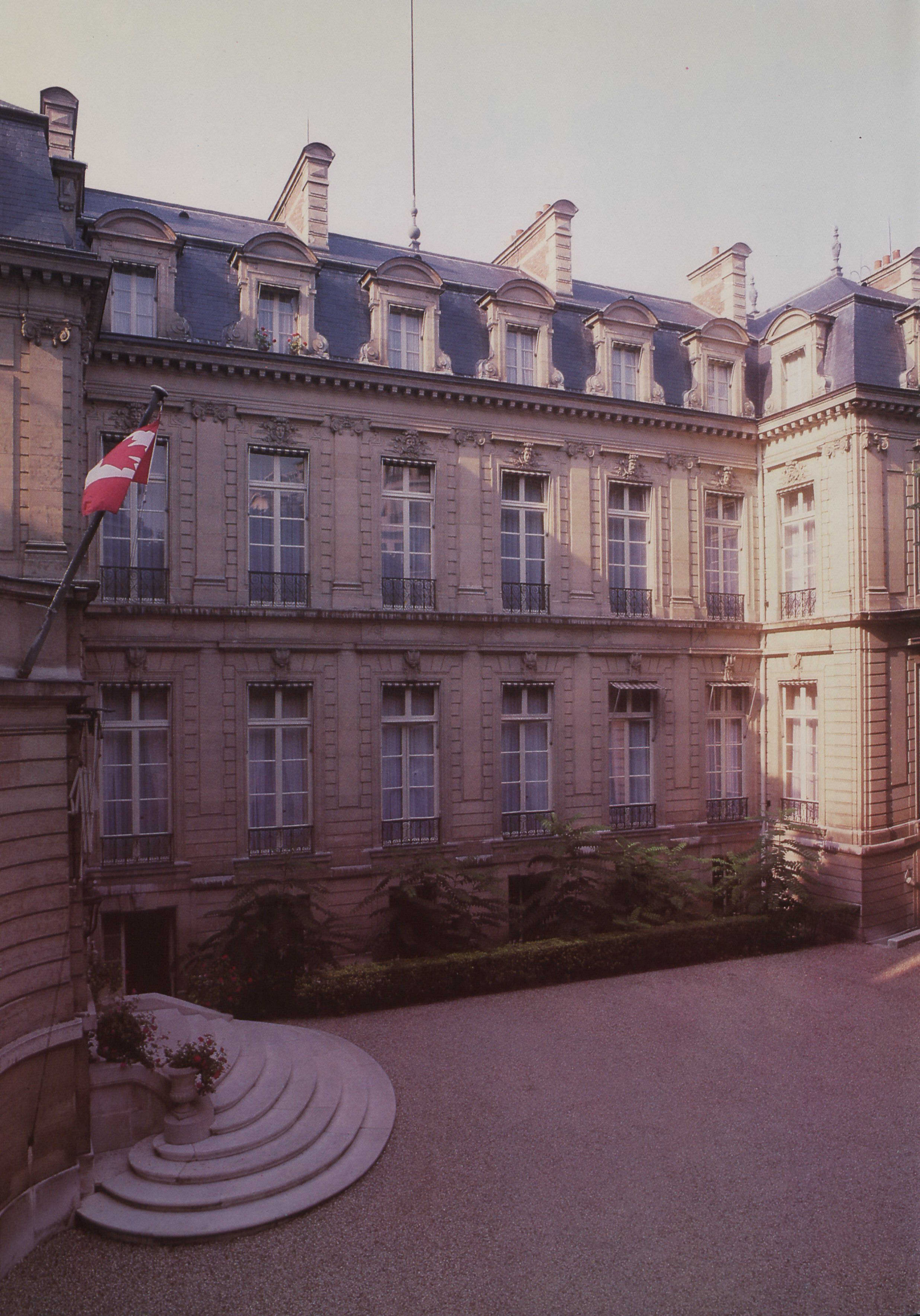


NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

DEC 30 1993

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



Favoriser la publication de cette brochure a été, pour moi, une immense joie que je souhaiterais partager avec mes amis des deux côtés de l'Atlantique.

L'Hôtel particulier situé au 135, rue du Faubourg-Saint-Honoré est, pour les Canadiens qu'il reçoit, un peu de leur terre canadienne. Cette résidence, autrefois propriété d'une grande famille française, accueille depuis 1953 les ambassadeurs canadiens en poste à Paris.

L'ancien propriétaire était le comte de Fels, père de la duchesse Edmée de la Rochefoucauld, une grande dame de la littérature française et du mouvement féminin. J'ai la chance de bien connaître la Duchesse qui, tout comme ses enfants, est née dans ce magnifique hôtel particulier.

Je remercie chaleureusement Mme David M. Stewart dont la générosité nous a permis de mener à bien ce travail. J'adresse également mes remerciements les plus vifs à M. Michel Le Moël, Conservateur en Chef aux Archives nationales de France, qui a mis toute sa compétence à la rédaction de cet opuscule. Je remercie son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Lucien Bouchard dont le soutien constant nous a été précieux.

A la France, ce grand pays aux racines millénaires et à la vaste culture, j'adresse ma gratitude pour l'hospitalité et la fraternité qu'elle témoigne à ses hôtes canadiens.

Au Canada, mon pays tant aimé et généreux qui nous a donné, à mon mari et à moi-même, pauvres immigrants, l'occasion de réaliser nos vœux les plus chers et, parmi ceux-ci, la publication de cet ouvrage, j'adresse mes sincères remerciements. J'espère que ce modeste geste contribuera à renforcer encore davantage les liens d'amitié qui unissent nos deux grandes nations.

Je souhaite que la lecture de cette brochure soit agréable à nos futurs ambassadeurs à qui je souhaite la bienvenue.

Helen VARI
Fondation George et Helen VARI

A la fin du XVII^e siècle, la partie de la rue du Faubourg-Saint-Hippolyte comprise entre le rue La Boétie et le place des Fêtes était communément désignée par le nom de Faubourg-du-Roi.

Cette appellation rappelle le souvenir de l'ancien village de Haute qui fut au rang de faubourg de la ville de Paris par un arrêt du Conseil du Roi du 20 janvier 1722. Les origines de l'agglomération remontent au XII^e siècle avec la construction d'une église dédiée par la coopération des habitants de Paris. L'abbaye de Saint-Germain-des-Près fut parvenue à son apogée au milieu du XVIII^e siècle. Le village de Haute fut rattaché à la ville de Paris par un décret du 16 mai 1790. Le nom de Haute fut remplacé par celui de « Haute-Roche » qui correspond au quartier des Fêtes.

DE LA PÉPINIÈRE DU ROY A LA RÉSIDENCE DE L'AMBASSADEUR

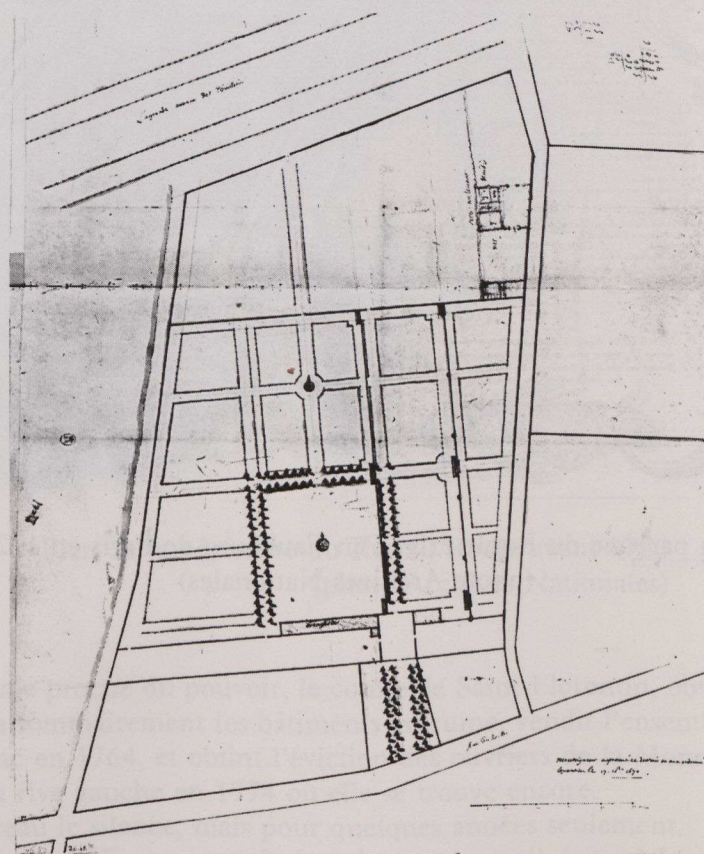


L'ancienne pépinière du Roi au XVII^e siècle
(photo Archives Nationales)

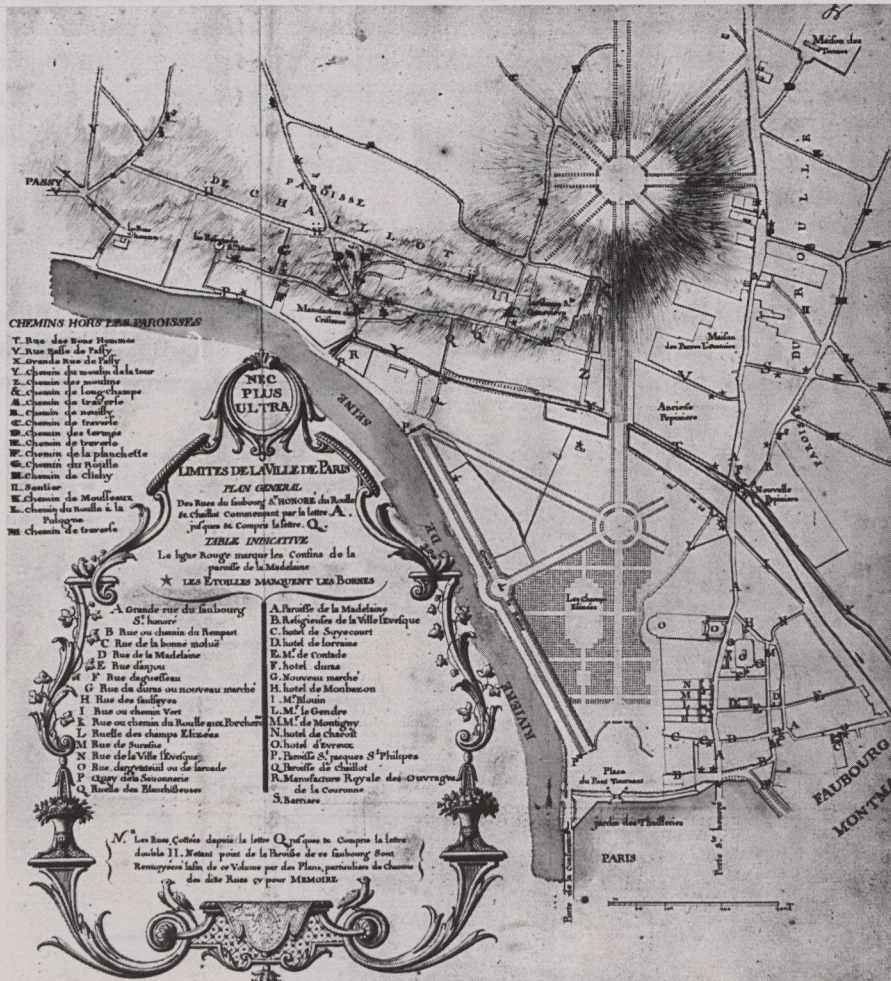
A la fin du XVIII^e siècle, la partie de la rue du Faubourg-Saint-Honoré comprise entre la rue La Boétie et la place des Ternes était communément dénommée rue du Faubourg-du-Roule.

Cette appellation rappelait le souvenir de l'ancien village du Roule promu au rang de faubourg de la ville de Paris par un arrêt du Conseil du Roi du 30 janvier 1722. Les origines de l'agglomération remontent au XIII^e siècle avec la fondation d'une maladrerie par la corporation des monnayeurs de Paris. Une chapelle dédiée à saint Philippe et à saint Jacques fut érigée en paroisse en 1699. Le village dit « Bas Roule » était encore très rural et Germain Brice, historien de Paris, n'hésite pas écrire en 1725 que « dans les fauxbourgs de la ville c'est le plus négligé et le plus malpropre... ». Il se développait cependant vers l'ouest avec l'extension du « Haut Roule » qui correspond au quartier des Ternes.

Dès le XVII^e siècle l'administration royale s'intéressa à ce terroir. De 1670 à 1684, Louis XIV faisait en effet acheter à des particuliers des terrains situés entre les Champs-Élysées et la chaussée du Roule pour y créer une pépinière royale dont d'anciens plans conservent le souvenir.

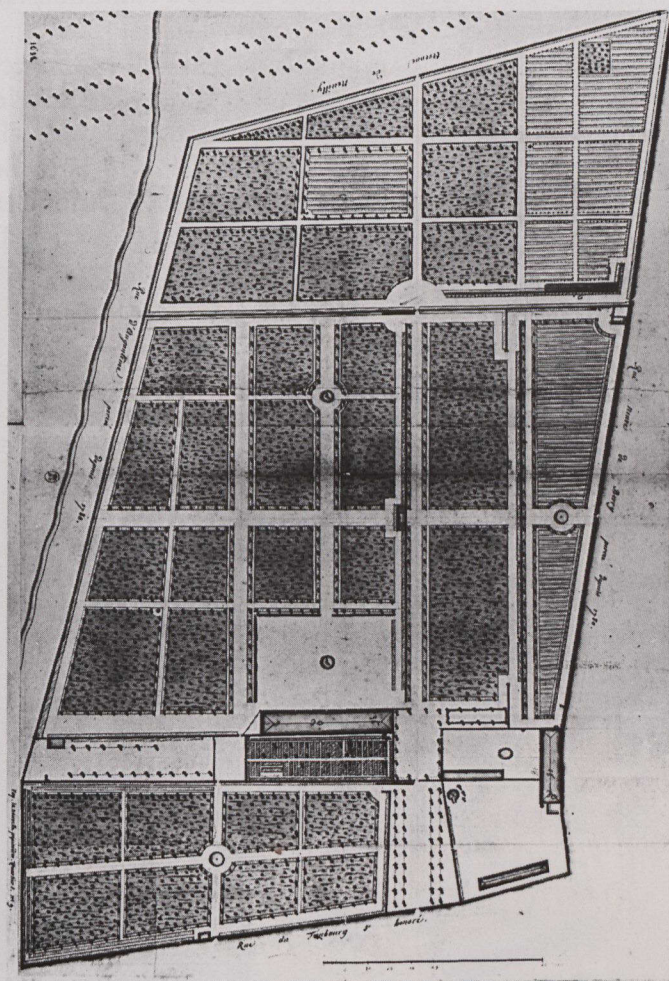


L'ancienne pépinière du Roi au Roule en 1670
(photo Archives Nationales)



La paroisse du Roule érigée en Faubourg de Paris en 1722
 (photo Archives Nationales)

Sous la Régence, Law pensa y transférer la Monnaie de Paris encore logée dans le vieux Paris aux abords de Saint-Germain-l'Auxerrois. L'opération fut partielle avec l'installation en 1722 du directeur Renard Dustatat et de son fils Jean-François jusqu'en 1753. Un logement, une terre, des magasins n'occupaient qu'une partie de la pépinière.



Plan de la pépinière du Roi au Roule avant 1780
(photo Archives Nationales)

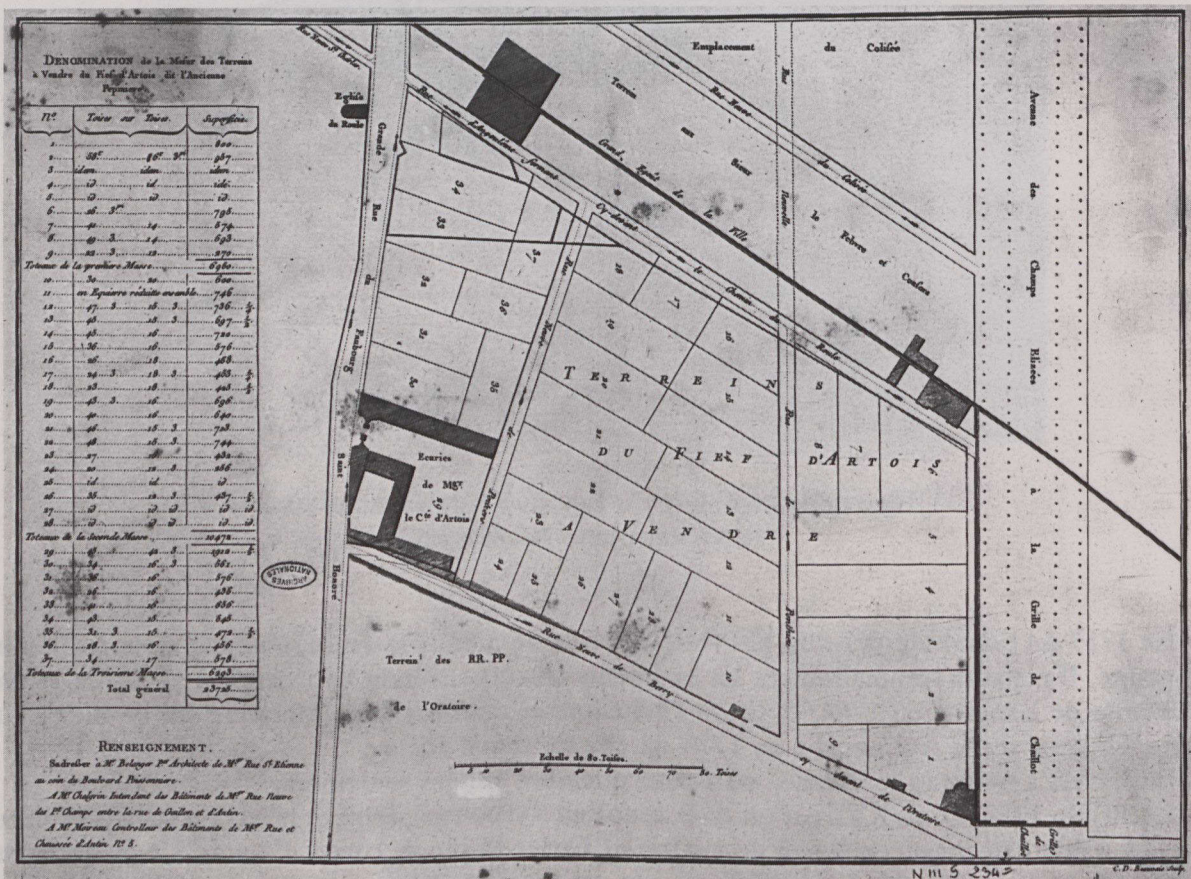
En 1757 un homme proche du pouvoir, le comte de Saint-Florentin, obtenait cette partie du domaine. Il restaura sommairement les bâtiments en ruine, vendit l'ensemble à sa maîtresse, la marquise de Langeac en 1764, et obtint l'éviction des ouvriers de la Monnaie qui devaient, au reste, émigrer sur la rive gauche en 1774 où elle se trouve encore.

Puis, c'est à nouveau le silence, mais pour quelques années seulement.

Le 30 juin 1778, Louis XVI, par un arrêt donné en son conseil, érigeait le terrain de la pépinière en fief, à titre d'apanage, en faveur de son frère Charles-Philippe, comte d'Artois. Un lotissement mené par le futur Charles X, secondé par son architecte Bélanger, suivit immédiatement pour créer un nouveau quartier dit « Nouvelle Amérique ». Les souvenirs tout frais de l'Indépendance

américaine avaient présidé aux projets de Bélanger qui imaginait autour d'une place rectangulaire dédiée à Franklin des rues dénommées La Fayette, Noailles, d'Estaing, Rochambeau, Vergennes et... Beaumarchais. Des parcelles se vendirent lentement de 1779 à 1789. Les rues de Ponthieu, Washington (alors de l'Oratoire), de Berri et La Boétie (dite d'abord d'Angoulême) en partie seulement toutes deux, témoignent de cette opération momentanément interrompue par la Révolution. Dans le même temps, Chalgrin qui s'était déjà illustré à Saint-Sulpice construisait de 1774 à 1784 la nouvelle église paroissiale Saint-Philippe-du-Roule.

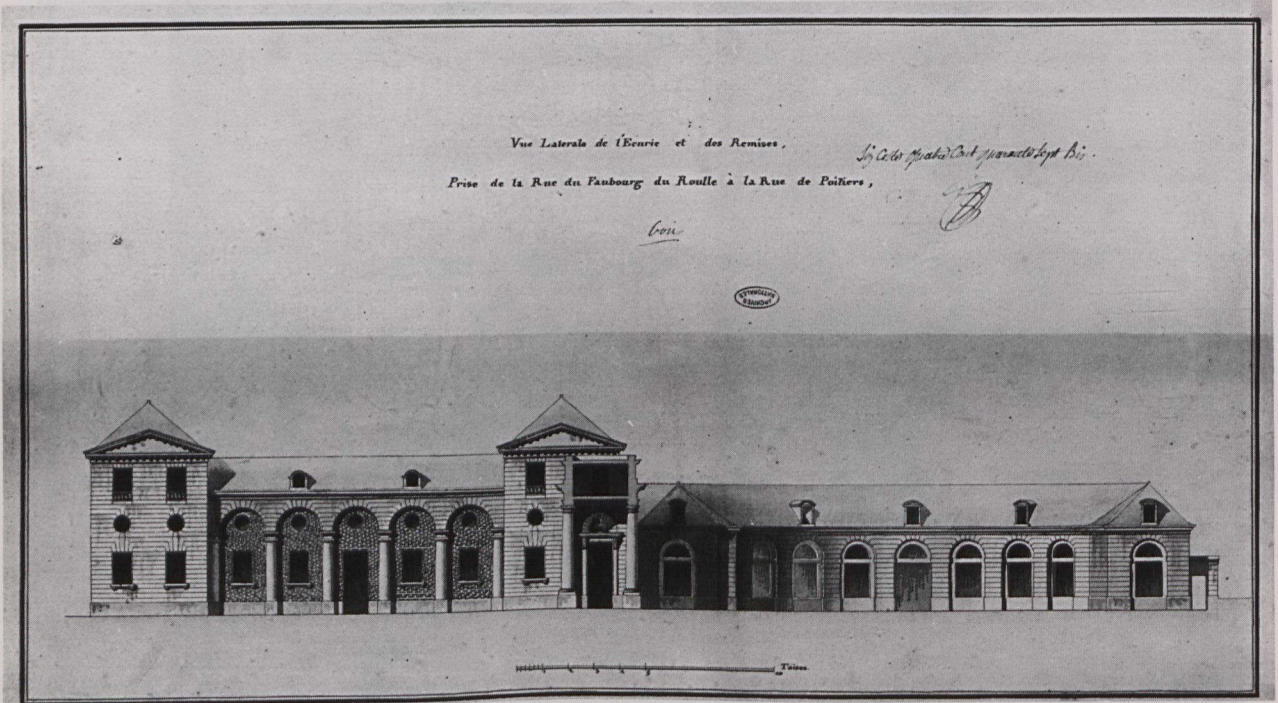
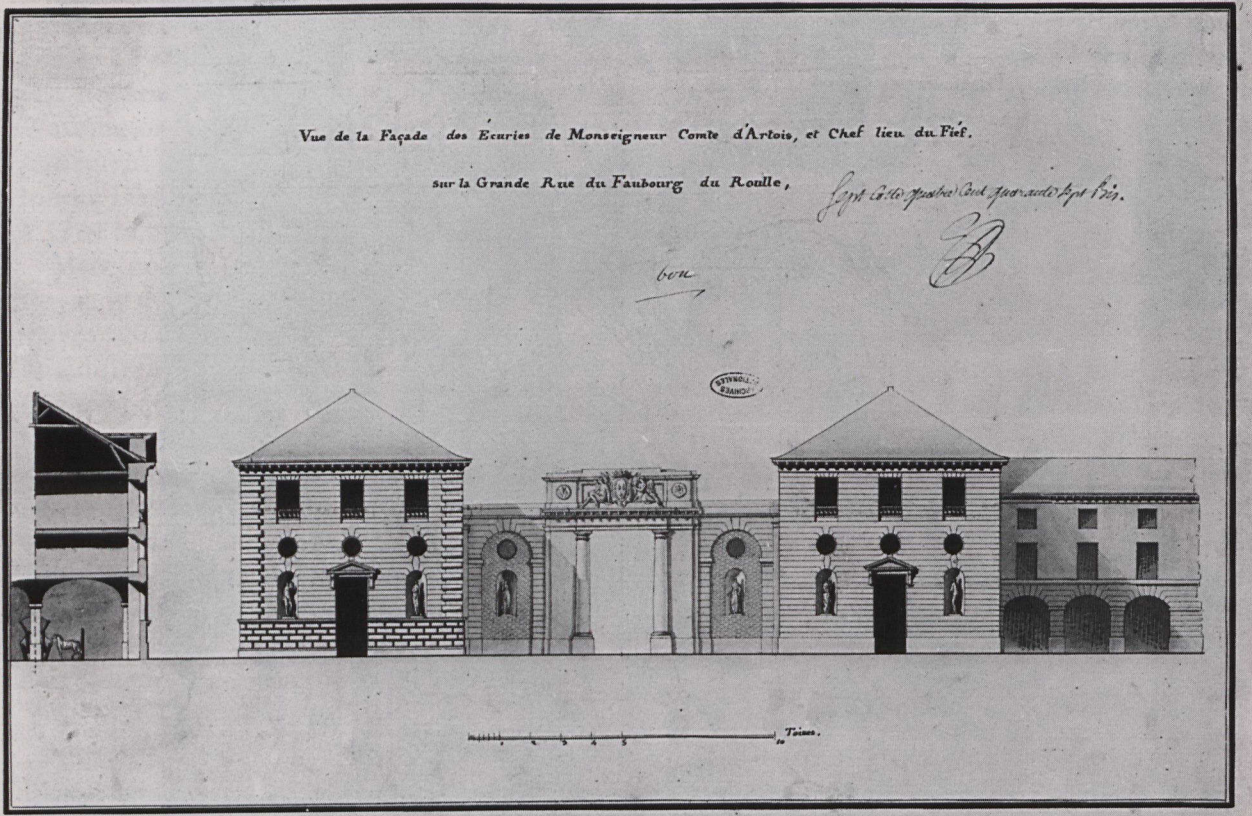
Mais, non content de jouer les affairistes à l'instar de son cousin le duc d'Orléans au Palais-Royal, le comte d'Artois conçut un projet personnel d'envergure. Ses écuries étant modestement logées rue d'Anjou dans l'hôtel de son conseiller Oursin de Montchevreil, il chargea Bélanger de lui édifier un édifice digne de son rang dans son nouveau fief. En 1778 Bélanger n'élabora pas moins de quatre projets. Plus raisonnable qu'à Bagatelle, le comte d'Artois retint le moins coûteux. Il s'élevait néanmoins à la coquette somme de 400 000 livres. Au printemps 1779 le comte d'Artois accorde son « Bon » en faveur de « deux corps de bâtiments avec une grande cour fermée d'un côté par une grille et de l'autre par une grande porte d'entrée ». En fait, une seule écurie sera construite en 1781, des remises en 1784 dans la cour avec l'aménagement d'un manège. Sur la rue du Faubourg-Saint-Honoré dite du Roule, Lhuillier va décorer le porche et le vestibule flanqué de colonnes ioniques. Des plans et desseins ont conservé le souvenir de ces « Écuries d'Artois » sur l'emplacement desquelles s'élèvera plus tard l'hôtel qui accueille présentement la résidence de l'ambassadeur du Canada en France.



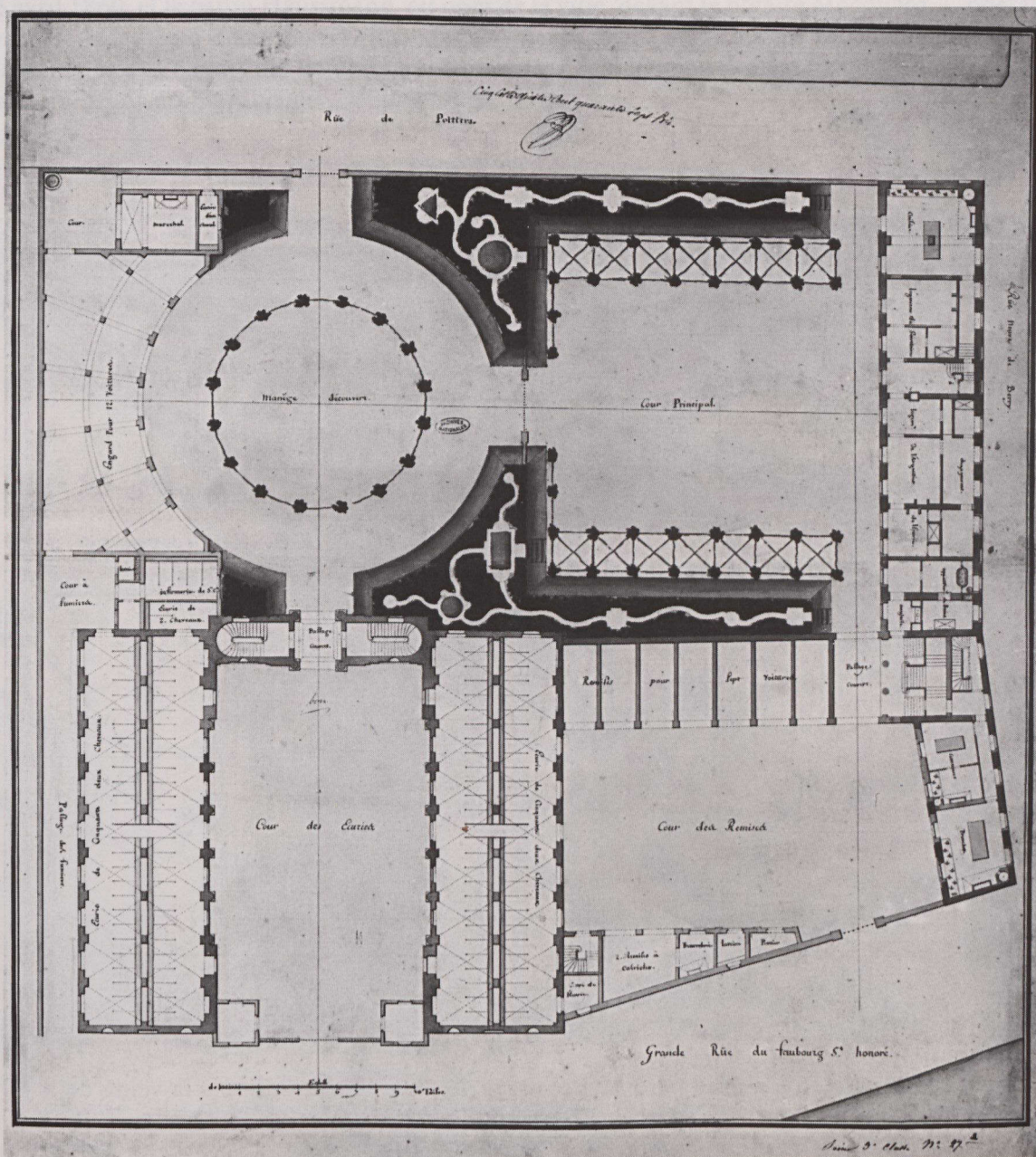
Lotissement du fief d'Artois (photo Archives Nationales)



Entrée des écuries d'Artois à la fin du XVIII^e siècle (photo Archives Nationales)



Les écuries d'Artois (projet de Bélanger)
(photos Archives Nationales)



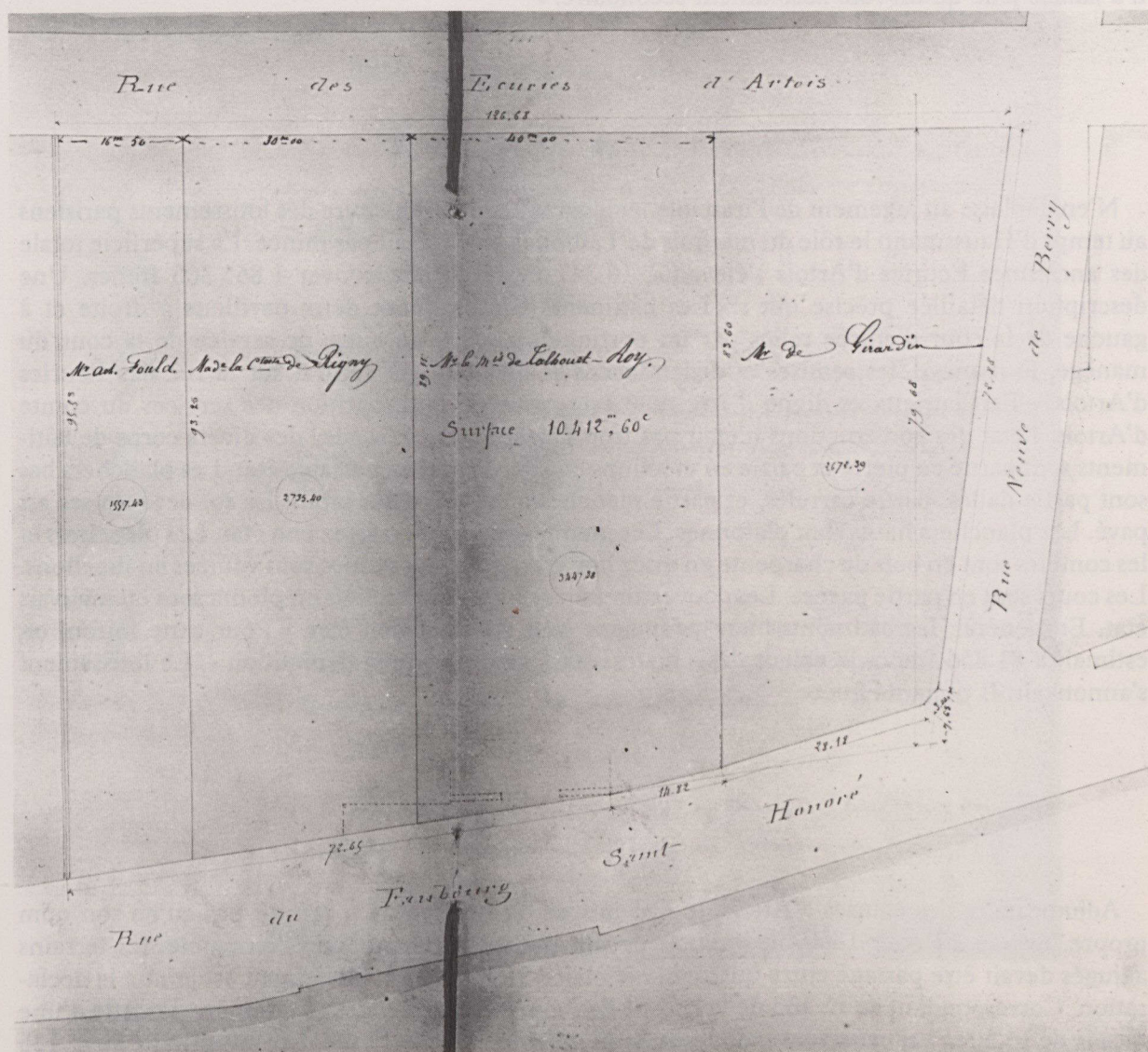
Plan des écuries d'Artois (projet de Bélanger)
 (photo Archives Nationales)

Séquestrée sous la Révolution, la propriété sert de logement à la troupe. Elle est louée en 1796 à un industriel. En 1806, Napoléon I^{er} l'achète et Murat en sera temporairement le bénéficiaire. Les anciennes Écuries d'Artois resteront domaine de la couronne sous le I^{er} Empire, la Restauration, la Monarchie de Juillet, et le début du règne de Napoléon III.



Le faubourg du Roule et le parc Monceau sur le plan de Verniquet, à la veille de la Révolution
(photo Archives Nationales)

Un senatus-consulte du 9 avril 1860 autorise l'échange avec la Ville de Paris des vieilles écuries en faveur « d'un grand terrain contenant en superficie 18 642 m² environ, situé à Paris quai d'Orsay, avenue du Champ de Mars et rue de l'Université faisant partie de l'ancienne île des Cygnes ». La décision fut confirmée par Achille Fould, ministre de la Maison de l'Empereur, le 13 avril 1860, et le baron Haussmann, au nom de la ville, devant le notaire Mocquard. L'opération avait été calculée à deux degrés. En effet, dès le 14 août 1860, maître Mocquard, notaire des Napoléonides et de la Ville de Paris, reconnaissait l'adjudication des écuries faite par la Ville de Paris au profit du marquis de Talhouet Roy.



Partage des Terrains des anciennes écuries d'Artois en 1860, entre Achille Fould, la comtesse de Rigny, le marquis de Talhouet Roy et Emile de Girardin (photo Archives Nationales)

Auguste Élisabeth Joseph Bon-Amour, marquis de Talhouet-Roy, figure en bonne place dans la galerie pittoresque des notables du Second Empire. Né en 1819 d'un maréchal de camp, devenu pair de France, qui avait épousé la fille du comte Antoine Roy, ministre des Finances sous la Restauration, il avait hérité de grandes propriétés foncières. Ayant embrassé la carrière politique, il fut élu en 1849 député de la Sarthe et commença par s'opposer au coup d'État du 2 décembre 1851... ce qui lui valut une brève incarcération à Vincennes. Il comprit rapidement la bonne orientation de ses intérêts et, rallié, fut constamment réélu député de 1852 à 1863. Mieux encore, il se prononça en faveur de l'Empire libéral en 1869 et devint tour à tour ministre des Travaux publics dans le cabinet d'Émile Ollivier, puis vice-président du Corps législatif. Après 1871, il se montra hostile à Thiers et favorable à Broglie. Cette versatilité suffisait pour lui assurer les foudres de Pierre Larousse qui écrit à son propos dans son grand *Dictionnaire* : « En somme, ce personnage n'a jamais joué qu'un rôle absolument secondaire. »

N'en déplaise au jugement de l'irascible lexicographe, dans l'histoire des lotissements parisiens au temps d'Hausmann le rôle du marquis de Talhouet-Roy n'était pas mince. La superficie totale des anciennes Écuries d'Artois s'élevait à 10 347 m². Il fallait trouver 1 865 305 francs. Une description détaillée précise que : « Les bâtiments comprennent deux pavillons à droite et à gauche de la cour d'entrée reliés par un portique au fond, un autre de service de la cour du manège, le manège, les remises et dépendances et un bâtiment central sur la rue des Écuries d'Artois. » Fait curieux et digne d'être noté à la veille de la disparition des services du comte d'Artois, l'état des constructions n'était pas trop délabré : « Les façades des divers corps de bâtiments sont partie en pierre et partie en moellons et pans de bois en passable état. Les planchers bas sont partie dallés, partie carrelés, et partie planchéiés en chêne ou sapin. Le sol des remises est pavé. Les planchers hauts sont plafonnés. Les menuiseries sont en assez bon état. Les planchers et les combles sont en bois de charpente en assez bon état, quelques parties sont voûtées en moellons. Les cours sont en partie pavées. Les couvertures en ardoises avec reliefs en plomb sont en mauvais état. En général, les bâtiments bien qu'anciens sont en assez bon état. » Pour cette raison, on estimait à 81 856 francs la valeur des « matériaux à provenir de la démolition ». Le lotissement s'annonçait. Il ne tarda guère.

Adjudicataire des écuries d'Artois, le marquis de Talhouet-Roy n'agissait pas qu'en son nom propre. Dès le 14 août 1860, il déclarait devant maître Mocquart que l'ensemble des terrains adjugés devait être partagé entre quatre bénéficiaires. Un plan de lotissement est joint à la déclaration. Correspondant au n° 133 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré la première parcelle d'une façade de 16,50 m sur cette voie était destinée au ministre Achille Fould. Lui faisait suite au n° 135 sur une façade de 30 m, une seconde parcelle à l'intention de la comtesse de Rigny. Le marquis se réservait la troisième, d'une façade de 40 m. Enfin, l'acquéreur de la quatrième et dernière parcelle faisant l'angle avec la rue Neuve de Berry était Émile de Girardin (1806-1881), le célèbre journaliste.

Napoléon, par la grâce de Dieu
et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu la proposition faite à l'Administration de la Ville
Civile impériale par M. le Préfet de la Seine, agissant
au nom de la Ville de Paris,

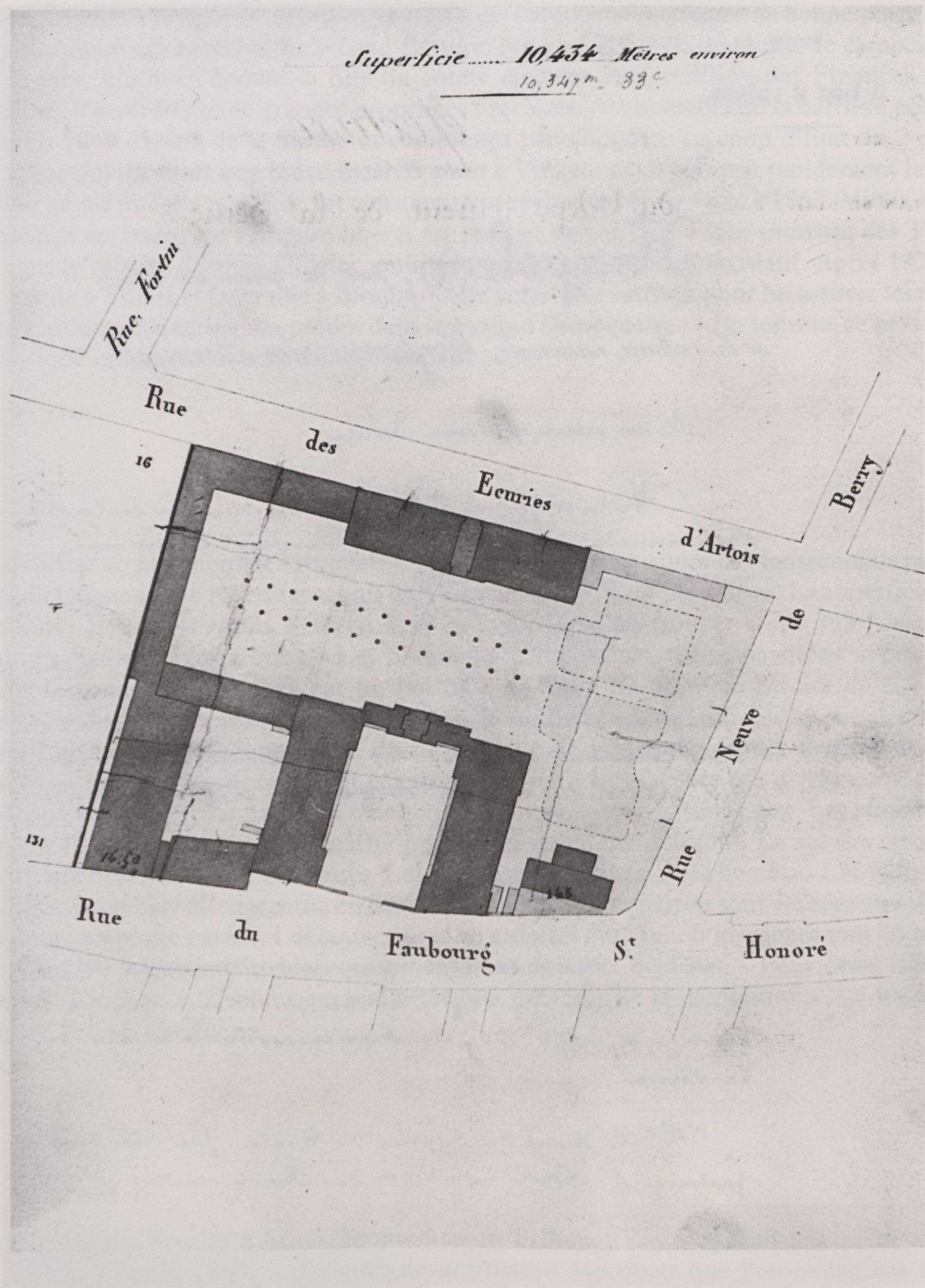
D'Échanger :

Des terrains Communaux de l'Île des Cygnes
D'une contenance de 18,642^m 50^c sur lesquels fronts élevés,
aux frais de la Ville, des constructions jusqu'à concurrence
d'une somme de 1,576,497 francs.

Contre :

1^o L'Hotel des Ecuries situé rue de Montaigne N^{os}
11 et 13, et rue du Colysée N. 46, présentant une
superficie de 3,504^m 30^c et dépendant du Domaine de
la Couronne ;

2^o L'Hotel des Ecuries du Roule, situé rue du
faubourg S^t Honoré, rue Neuve de Berry et rue de



Plan de masse des écuries d'Artois en 1860
(photo Archives Nationales)

C'est la comtesse de Rigny qui fit bâtir l'hôtel du 135 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Nul guide du vieux Paris ne l'a encore révélé. Sa personnalité assez exceptionnelle, mise en lumière grâce à l'exploitation d'archives notariales inédites, mérite d'être soulignée. Adèle Narcisse Defontaine naquit à Mons le 13 mai 1803. Elle avait épousé en 1821 son compatriote Florent François Daniel Honnorez, homme d'affaires avisé que l'on trouve à Paris dès 1797. Passablement enrichi, il mourut en son château de Milfort à Ghlin, près de Mons, le 28 octobre 1830. De ce premier mariage étaient issues trois filles, Hortense Honnorez, épouse du comte de Lagrange, décédée dès 1841, mais surtout Élise Françoise Honnorez, épouse d'Ernest Arrighi, duc de Padoue, morte en 1876, et Léonie Marie Sidonie Honnorez, qui devait épouser en 1847... le marquis de Talhouet-Roy. Entre-temps, la veuve de l'homme d'affaires belge fit un brillant remariage. Le 17 septembre 1834, devant maîtres Noël et Chodron, le corps diplomatique étranger à Paris honorait de ses signatures le contrat de sa seconde union avec Marie Amélie Gaultier, comte de Rigny, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, grand croix de la Légion d'honneur. Fils d'un maréchal de camp, le comte avait été promu amiral après la bataille de Navarin (1827), puis ministre de la Marine. Le nouveau mariage fut de courte durée. Le comte de Rigny mourut à Paris, dans l'hôtel qu'il avait acheté 40, rue de la Victoire, le 7 novembre 1835. Cependant, sa veuve mit au monde Marie Amélie Gaultier de Rigny le 7 février 1836. Elle épousa le baron de Verneaux et mourut, avant sa mère, le 6 juillet 1868 au château de Ris (Essonne).

La comtesse de Rigny sut manœuvrer de main de maître et garder « comme de son conquêt » la propriété de l'hôtel de la rue de la Victoire. On a vu qu'en 1860 elle s'était associée à la spéculation immobilière menée par son gendre aux dépens des anciennes écuries d'Artois. Elle vécut jusqu'au 13 novembre 1875, date à laquelle la mort la surprit en son château de Ris. L'examen de l'hôtel du 135, Faubourg-Saint-Honoré suscite une première question, malaisée à résoudre. Quel est l'architecte qui a donné les plans de cette résidence ? Fort malheureusement, les titres notariés sont muets sur ce point. Les documents se contentent de déclarer que Madame de Rigny était propriétaire « des constructions pour les avoir fait édifier de ses deniers personnels sans avoir conféré de privilège d'architecte ou d'entrepreneur ». Cette justification, trop vague à notre goût, se renouvelle lorsque le marquis de Talhouet-Roy et son épouse vendent l'hôtel voisin du n° 137 le 8 juin 1881 à Henri Eugène Schneider, le maître du Creusot.

Il faut se résigner à des hypothèses. Tel qu'il se présente, l'hôtel relève de l'éclectisme cher au Second Empire. C'est un pastiche du style des grandes demeures parisiennes de la deuxième moitié du XVII^e siècle, au moins pour son grand corps central. La modénature des baies, leurs agrafes et leurs mascarons, l'emploi de lignes de refend, les pilastres ioniques, le comble brisé à la Mansart et ses grandes lucarnes à frontons courbes et à joues en témoignent. Les garde-corps en ferronnerie des fenêtres sur la cour d'honneur adoptent un motif Louis XIV. Sur le jardin, un vaste balcon ceint les trois fenêtres centrales du premier étage. Au moins trois noms d'architectes en vogue viennent aux lèvres. Tout d'abord, celui de Labrousse qui bâtit tout près, rue de Berry, un hôtel de style Louis XIII pour Fould qui, rappelons-le, était en relations d'affaires avec Talhouet-Roy. On peut évoquer aussi le nom de Lisch, auteur de l'hôtel de Monsieur C..., rue des Écuries d'Artois, ou celui d'Anatole de Baudot.



Détails d'architecture de la façade sur cour





Agrafes des fenêtres sur cour



La comtesse de Rigny s'éteignit dans son château de Ris (département de l'Essonne) le 13 novembre 1875. L'hôtel du 135 Faubourg-Saint-Honoré passa à sa fille la marquise de Talhouet-Roy puis, après son décès au château du Lude en 1892, à la marquise de Juigné, née Marie Élisabeth de Talhouet-Roy. L'hôtel fut alors rapidement aliéné. Le 7 septembre 1894, la marquise de Juigné, qui était devenue veuve l'année précédente, le vendit à Marie Thérèse Jeanne Lebaudy, comtesse de Fels. L'acte de vente est le premier document donnant une description encore bien sommaire des lieux. Au moins peut-on reconstituer la distribution de l'hôtel trente ans seulement après sa construction. Son rez-de-chaussée comprend vestibule, antichambre, salon d'attente, cabinet de travail, petit salon avec serre, grand salon, grande chambre, cabinet de toilette, salle de bains, salle à manger et pièces de service. La distribution du premier étage comporte antichambre, galerie centrale, grand et petit salons, cabinet de travail, deux chambres. Le second étage qui possède une galerie centrale vitrée est réservé au service. Le jardin est « dessiné à l'anglaise avec pelouse et massifs de fleurs et planté de grands arbres ». Des réserves malheureusement trop laconiques précisent qu'une première altération fut portée à la décoration intérieure : « Ne font pas partie de la présente vente et sont tout au contraire expressément réservés par la venderesse, savoir : toutes les tapisseries même celles encadrées et les panneaux de la galerie du premier étage ; les tentures en damas rouge et cretonnes ; toutes les boiseries du grand salon du premier étage avec les portes, les glaces, la grande cheminée et son intérieur ainsi que la cheminée du petit salon. L'enlèvement des objets ainsi réservés sera fait par les soins de la venderesse au plus tard au jour ci-après fixé pour l'entrée en jouissance, sans que la venderesse ait à remettre les choses en état. »

La comtesse de Fels demeura propriétaire de la demeure jusqu'à son décès survenu en 1943. Des travaux furent effectués par l'architecte Sergent à la fin du XIX^e siècle (vestibule et escalier d'honneur). La fille de la comtesse, Madame la duchesse de La Rochefoucauld vendit l'hôtel au gouvernement de Sa Majesté au Canada, représenté par son ambassadeur le général George P. Vanier le 12 mai 1950. L'acte notarié mentionne au rez-de-chaussée le grand salon, la salle à manger, le « salon Boucher », le salon de passage, la « grande galerie », et l'ancien billard. Les boiseries des trois premières pièces sont qualifiées de « partiellement anciennes ». Dans le grand salon, deux dessus de portes en toile peinte situés près des fenêtres, représentant la sculpture et la peinture, attribués à Van Loo, ne sont pas compris dans la vente et seront démontés.

Après restauration par Jansen et Carlhian, le grand salon a conservé toute sa noblesse. La façade côté jardin est pourvue de cinq baies et portes-fenêtres rythmées par quatre grands trumeaux de glace. La façade qui lui répond est munie de deux grandes portes. Les lambris sont garnis de panneaux sculptés avec des attributs de musique, de géographie et de géométrie qui se mélangent. Les deux cloisons latérales qui se font face sont décorées de trumeaux et de quatre dessus de portes peints où des enfants pratiquent les arts libéraux : architecture, peinture, sculpture, musique. Entre les panneaux des médaillons sculptés et dorés sont munis de baladins, de danseurs et de danseuses. La riche corniche aux écoinçons dorés adopte le style rocaille. La tonalité générale est blanche et or.



Le grand escalier



Le grand salon



Porte

Détails du grand salon



Lambris





Médallions du
grand salon

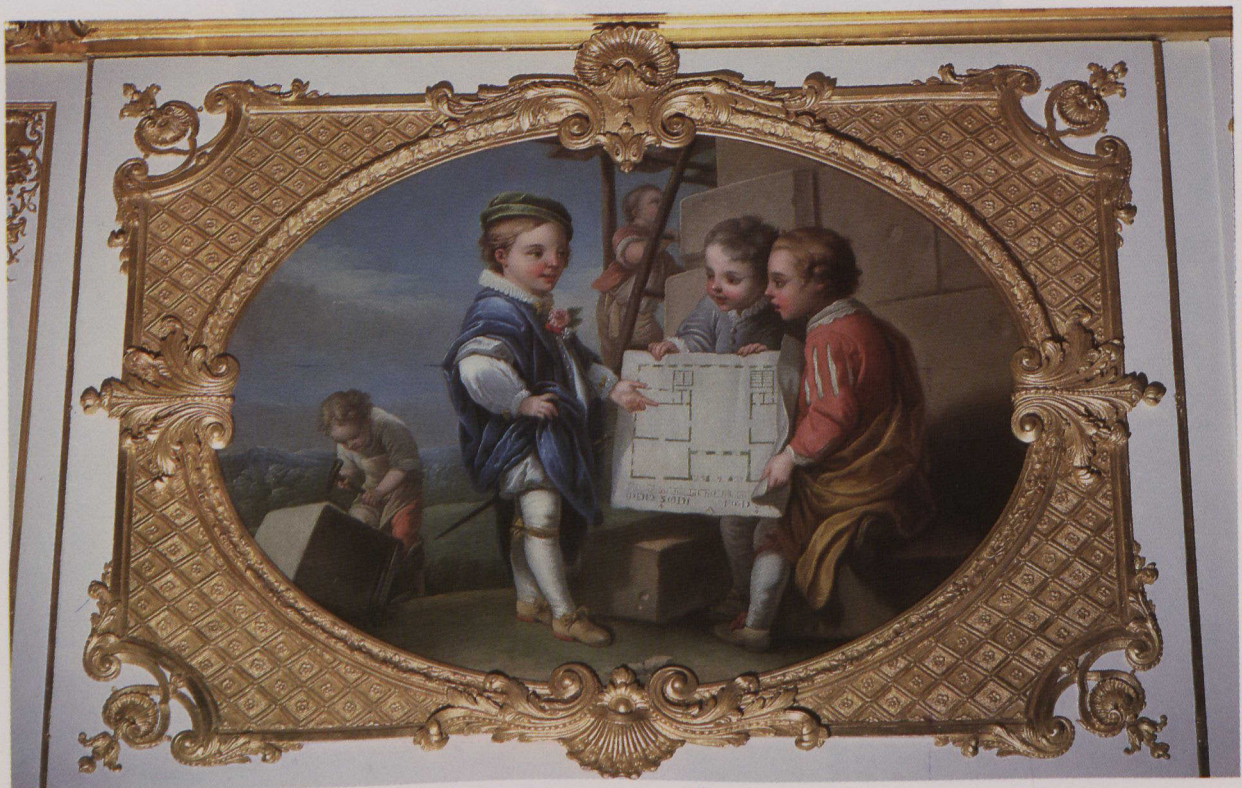




Le grand salon = écoinçon de la corniche



Le grand salon = dessus de portes





Le grand salon = dessus de portes





La grande salle à manger, scandée par des arcades reposant sur des pilastres cannelés d'ordre ionique, est de style Louis XVI. La tonalité est gris de lin. Sous les arcades, dans les tympanes, des petits amours supportent des médaillons garnis d'instruments de musique.



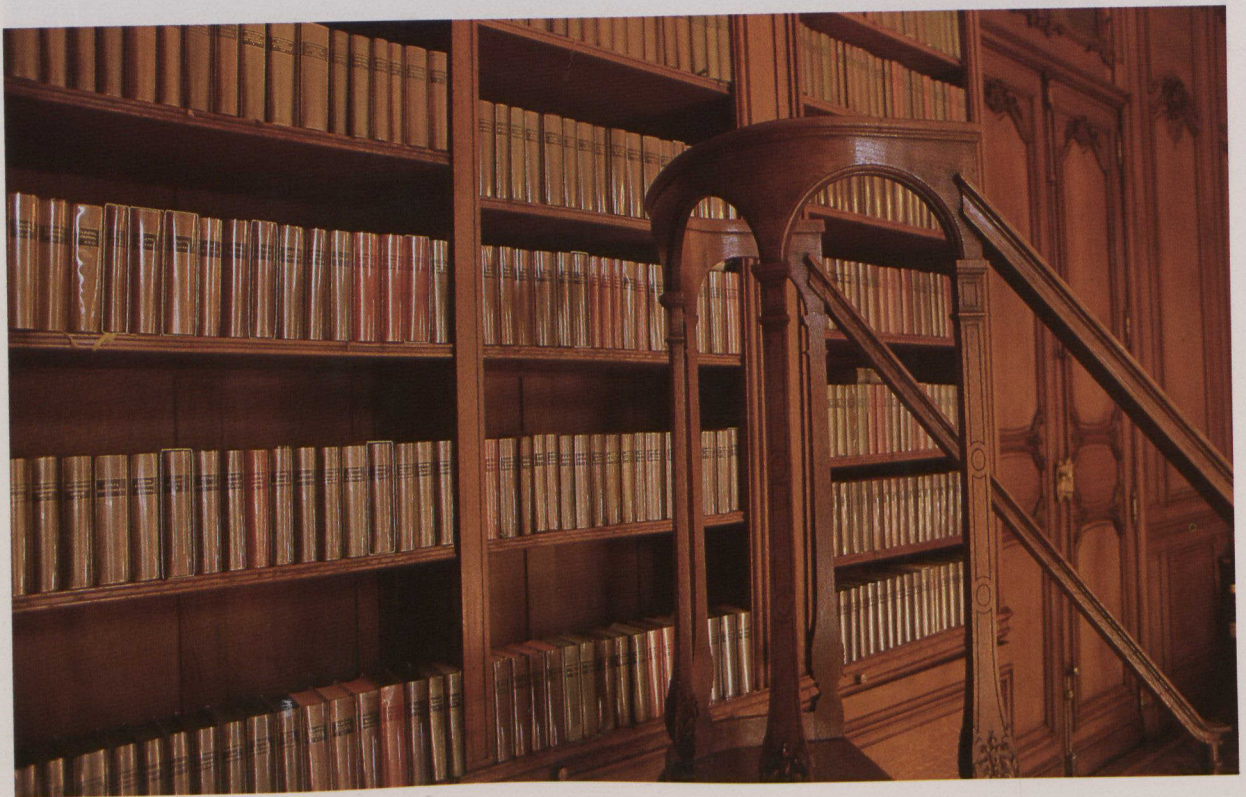
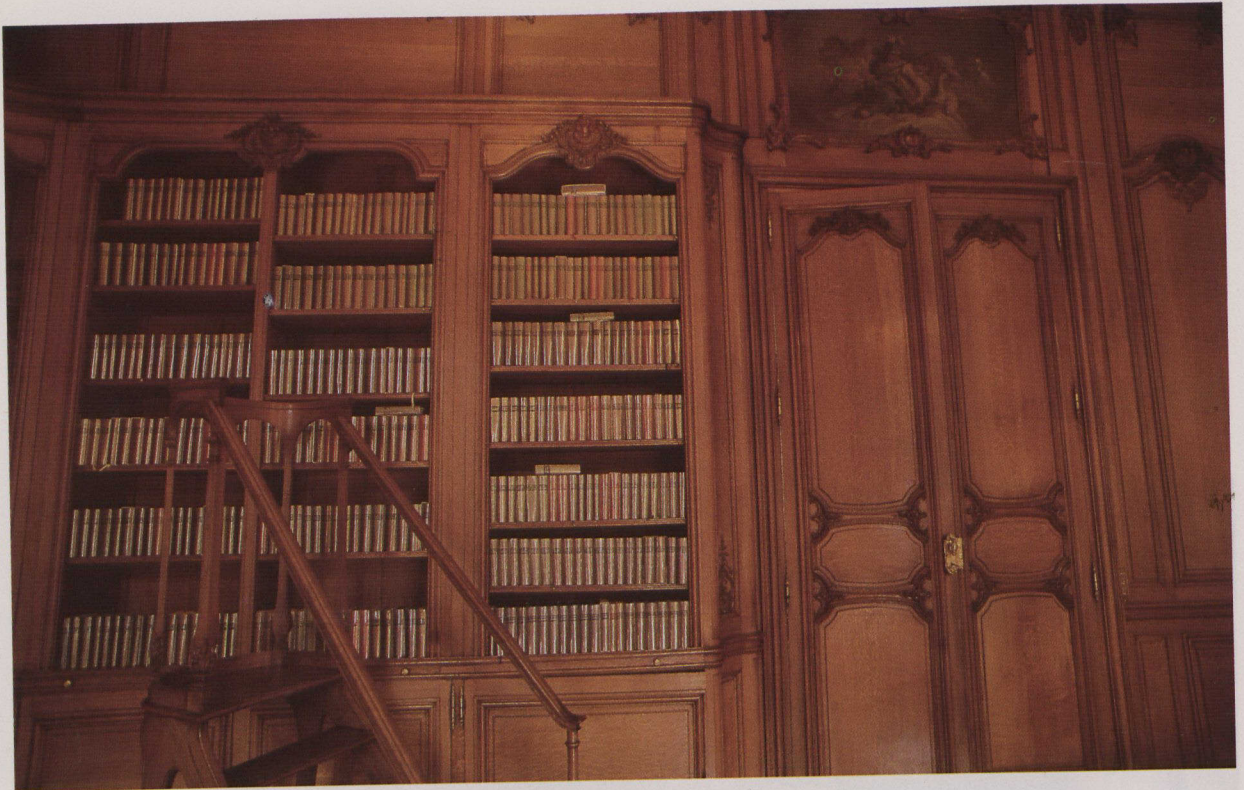
Il faut enfin signaler l'originalité de la « galerie des glaces », très rococo, avec ses trois vastes baies cintrées où les miroirs sont pris sous un réseau de baguettes dorées.



Petite salle à manger

BIBLIOTHÈQUE





ARGENTERIE FABERGÉ

Le coffret d'argenterie signé Fabergé a été acheté par le gouvernement canadien en vue du réaménagement de l'Hôtel particulier du 135, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Carl Fabergé, orfèvre et joaillier russe, était le fils de Gustave Fabergé qui avait ouvert une maison de joaillerie à Saint-Petersbourg en 1842. Sa formation parachevée en Allemagne, Carl Fabergé prend, en 1870, la direction de la firme paternelle. Vers 1884, il crée pour le Tsar Alexandre III les fameux œufs de Pâques qui le rendront célèbre dans le monde entier. Ces objets d'une rare fantaisie inventive contenaient soit un bijou, soit un objet miniature.



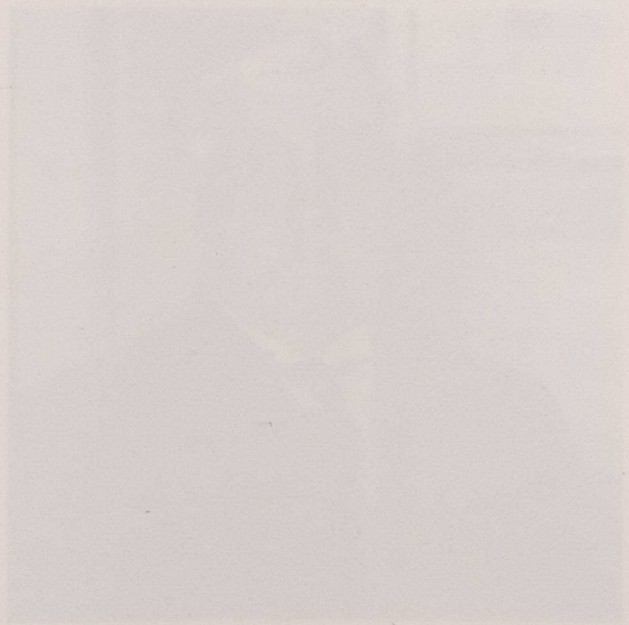


L'histoire de la représentation canadienne en France remonte à la fin du XIX^e siècle.

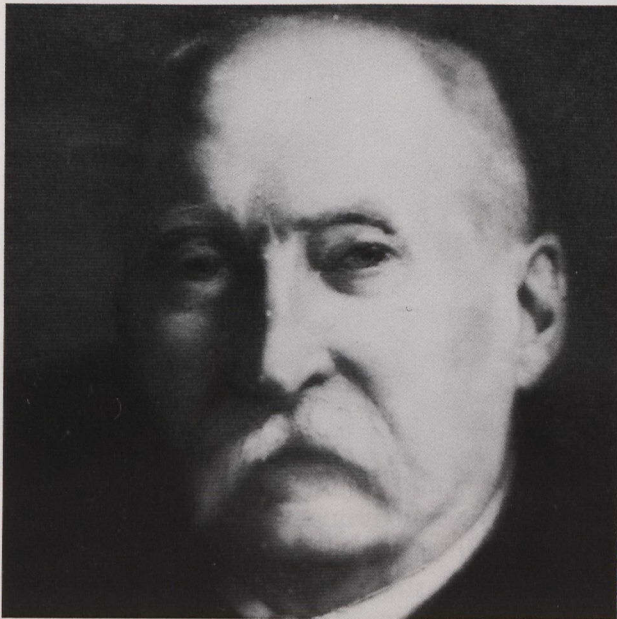
C'est Hector Fabre (1854-1919), juriste et homme de lettres, frère du Cardinal et beau-père de Georges-François Caron, qui devient le premier ambassadeur du Canada en France. Il obtient comme poste général et le premier de Québec à Paris le 15 février 1894. Il restera en poste jusqu'en 1901.

LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE CANADIENNE EN FRANCE

En 1891, Hector Fabre est remplacé par Philippe Roy, médecin, journaliste et écrivain, qui demeurera Commissaire général jusqu'en 1924, date à laquelle le Canada crée une Légation à Paris. Philippe Roy porte le titre de Ministre et se voit reconnaître les privilèges diplomatiques attachés à sa fonction.



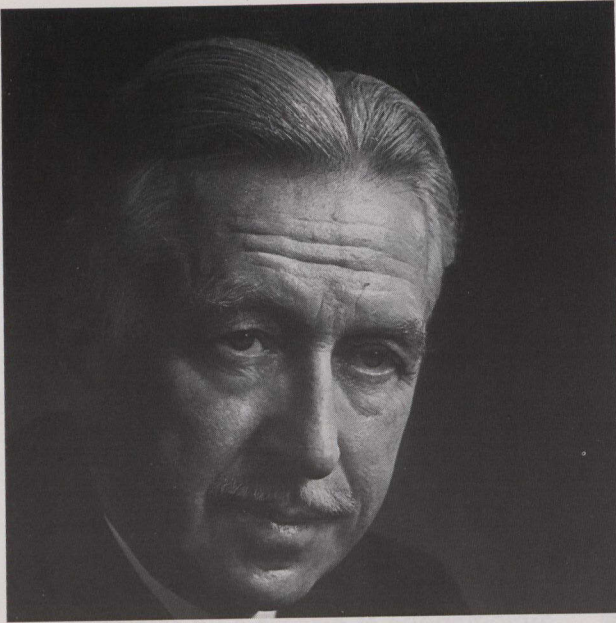
L'histoire de la représentation canadienne en France remonte à la fin du XIX^e siècle.



C'est Hector Fabre (1834-1910), journaliste et écrivain, frère du Cardinal et beau-frère de Georges-Étienne Cartier, qui devient le premier représentant du Canada en France. D'abord nommé Agent général de la province de Québec à Paris le 28 février 1882, il est autorisé, quatre mois plus tard, par le Gouverneur général du Canada à « agir en tant qu'agent pour le Dominion ». Il devient Commissaire général du Canada. Il ne jouit d'aucun statut diplomatique et dispose d'un salaire annuel de \$ 2 000.

En 1891, Hector Fabre est remplacé par Philippe Roy, médecin, journaliste et sénateur, qui demeurera Commissaire général jusqu'en 1928, date à laquelle le Canada ouvre une Légation à Paris. Philippe Roy porte le titre de Ministre et se voit reconnaître les privilèges diplomatiques attachés à sa fonction.





George Philius Vanier (1944-1953)

Succédant à Philippe Roy, le lieutenant-colonel George Philius Vanier devient Ministre et Chef de la Légation de 1939 à 1940. Après la capitulation de la France, Pierre Dupuy est nommé Chargé d'affaires (établi à Londres) auprès du Gouvernement de Vichy de 1940 à 1942. Puis George P. Vanier, devenu major-général, est nommé d'abord représentant auprès du Comité National Français (Londres); en janvier 1944, il représente le Canada auprès du Comité Français de Libération Nationale à Alger avec le titre d'« Ambassadeur à titre personnel ». En septembre 1944, George P. Vanier devient le premier Ambassadeur du Canada en France. En novembre de la même année, il est accrédité auprès du gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle. Depuis, le Canada n'a jamais cessé d'entretenir des relations diplomatiques avec la France.

Il est né à Montréal le 23 avril 1888 et décédé à Ottawa le 5 mars 1967. Inscrit au Barreau du Québec en 1911 et enrôlé en 1915, il reçoit la Military Cross et fait partie des officiers fondateurs du régiment Royal 22^e dont il assurera plus tard le commandement.

Dès sa nomination à Paris en 1944, George P. Vanier s'installe dans un appartement situé au 5, rue Dosne, qu'il avait acquis lors de sa première mission à la tête de la Légation canadienne en 1939. Le 28 avril 1953, il s'installe dans l'hôtel particulier du 135, rue du Faubourg-Saint-Honoré dont le Canada avait fait l'acquisition en 1951 et qui devient dès lors, après quelques aménagements, Résidence officielle.

George P. Vanier supervise les travaux de réfection de l'immeuble. Il émet quelques objections quant à la taille et à l'emplacement des armoiries, faisant par ailleurs quelques suggestions pour l'ameublement. L'hôtel est entièrement réaménagé avec l'aide du décorateur Carlhiau : des meubles signés Jansen viennent agrémenter les élégants salons; Fabergé signe l'argenterie. Presqu'immédiatement après l'installation de l'Ambassadeur, en avril 1953, le Gouvernement signifie à Georges P. Vanier l'expiration de son mandat.

L'Ambassadeur demande une prolongation. Sans succès. Georges Bidault, au nom du Gouvernement français, adresse en vain la même requête au Gouvernement canadien. Dans une lettre datée du 14 octobre 1953, Georges Bidault écrit : « George Vanier emportera avec lui notre affection, notre estime et quelque chose de plus. Il sera difficile de le remplacer. »

George P. Vanier se rend à Londres le 17 novembre 1953 pour faire ses adieux à la Reine Elizabeth II.

Le 31 décembre 1953, lors d'une dernière soirée, Pauline Vanier, son épouse, est décorée de la Légion d'honneur. Le même soir à minuit, les Vanier quittent Paris et prennent le train pour Montreux. L'Ambassadeur Vanier sera bientôt remplacé par Jean Désy.



Jean Désy (1954-1957)

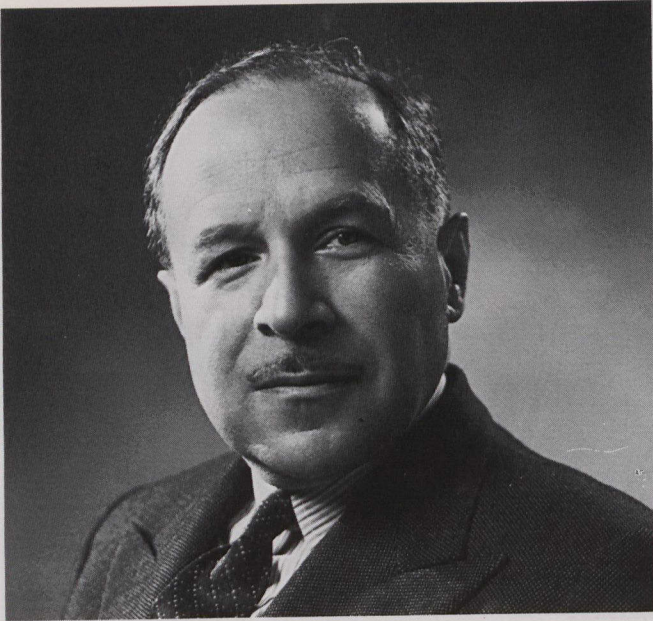
Il est né à Montréal le 8 janvier 1893 et décédé à Paris le 19 décembre 1960.

Après des études à l'Université Laval de Québec et à la Sorbonne, il s'inscrit au Barreau du Québec. En 1925, il est l'un des premiers francophones à entrer au Ministère des Affaires extérieures et l'un des premiers diplomates de carrière à diriger une mission canadienne à l'étranger.

Jean Désy accueille en février 1954 le Premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent, venu en visite officielle en France ; c'est à ce moment-là qu'il fut décidé de célébrer, en juillet 1955, le centenaire de la visite de *La Capricieuse* au Canada. Commémoration importante : c'était la première fois, depuis que la France avait cédé ses droits sur la Nouvelle-France par le Traité de Paris de 1763, qu'un navire français mouillait dans un port canadien. Cette célébration devait donner lieu à une exposition de pièces d'archives et de documents touchant l'histoire des deux pays. Peu à peu, le projet initial s'élargit et c'est ainsi que le centenaire fut marqué par des célébrations populaires et par l'émission d'un timbre-poste commémoratif. Les cérémonies se

déroulèrent à la Rochelle, à Marennes et à Brouage.

Deux institutions, qui jouent depuis un rôle essentiel dans le développement des relations financières et commerciales entre la France et le Canada, furent créées grâce au dynamisme de Jean Désy : l'Institut France-Canada et la Chambre de Commerce France-Canada. En 1958, l'Ambassadeur Désy fut remplacé par Pierre Dupuy.



Pierre Dupuy (1958-1963)

Il est né à Montréal le 9 juillet 1896 et décédé à Cannes le 21 mai 1969. Il a fait ses études à l'université de Montréal et à été admis au Barreau du Québec en 1920. Deux ans plus tard, il entre au Ministère des Affaires extérieures à titre de secrétaire de Philippe Roy, alors Commissaire général à Paris. En 1940, il est nommé Chargé d'affaires, à Londres, auprès du Gouvernement de Vichy.

Dès le début de la Cinquième République, le général de Gaulle mène une politique très active à l'égard du Canada et, plus particulièrement, du Québec. En avril 1960, à l'occasion d'une visite d'État au Canada, il exprime publiquement sa satisfaction d'avoir pu accepter l'invitation du Gouvernement canadien, après s'être rendu au Royaume-Uni et avant d'aller aux États-Unis, car dit-il, « il y a là une sorte de chaîne qui s'établit entre les peuples libres et tout le monde comprend à quel point leur solidarité est aujourd'hui capitale ». Cette visite marque le début d'une période de diversification des rapports entre les deux pays plus conformes à la stature internationale que le Canada s'est acquise sur les champs de

bataille européens et aux liens historiques qui unissent la France et le Canada. De nouveaux domaines de coopération apparaissent : science et technologie, industrie, édition, journalisme, etc. La Révolution tranquille au Québec contribue à cet essor : Jean Lesage, Premier ministre du Québec, ouvre une Délégation générale à Paris en octobre 1961.

L'Ambassadeur Dupuy est remplacé par Jules Léger en 1964.



Jules Léger (1964-1968)

Il est né à Saint-Anicet, au Québec, le 4 avril 1913 et est décédé à Ottawa le 22 novembre 1980. Il fait des études de droit à l'Université de Montréal et à la Sorbonne avant de débiter dans le journalisme. Il entre au Ministère des Affaires extérieures en 1940 ; débute alors une brillante carrière diplomatique qui sera couronnée par sa nomination au poste de Gouverneur Général du Canada (1974 à 1979). Son mandat d'Ambassadeur du Canada en France de 1964 à 1968 correspond à une période marquée par une intensification des échanges entre la France et le Canada dans tous les domaines. C'est aussi une époque difficile pour les relations franco-canadiennes et l'habileté de Jules Léger en ces années de tension suscite l'admiration de tous. Le Canada et la France n'en poursuivent pas moins un effort concerté pour élaborer de nouveaux domaines de coopération. C'est cet esprit qui caractérise la visite officielle qu'effectue en France, au mois de janvier 1964, le Premier ministre Lester B. Pearson. Le gouvernement du Canada annonce alors sa décision d'ouvrir deux consulats généraux, l'un à Bordeaux, l'autre

à Marseille, en vue de renforcer la coopération franco-canadienne.

En 1967, Jules Léger célèbre avec éclat le centenaire de la Confédération canadienne : le 1^{er} juillet, jour de la Fête nationale, deux réceptions permettent d'accueillir 4 000 personnes ; le clou de la célébration toutefois est le Bal du Centenaire qui réunit, le jour de la St-Jean, plus de 800 personnes. Avant son départ, l'Ambassadeur Jules Léger prononce un discours dont les termes témoignent de son profond respect pour la spécificité du Québec et les rapports privilégiés que ce dernier entretient avec la France : « Le Canada, dit-il, ne peut trouver sa plénitude que dans un équilibre fondé sur l'égalité des deux langues officielles, des deux cultures française et anglaise. (...) Le progrès, comme vous le voyez, ne se situe pas exclusivement dans la perspective France-Québec, quoique ce soit là qu'il est le plus marqué comme il se doit, mais se situe dans le cadre plus vaste du Canada tout entier. » En 1968, Paul A. Beaulieu, qui avait déjà occupé les fonctions d'attaché culturel à Paris, succède à Jules Léger.



Paul A. Beaulieu (1968-1970)

Il est né à Outremont au Québec, le 1^{er} avril 1913. Après des études de droit à l'Université de Montréal, il entre au Ministère des Affaires extérieures en 1940 et est nommé une première fois à Paris en septembre 1945. Auteur de nombreux articles

qui ont été publiés dans des revues françaises et canadiennes et de deux romans « Jacques Rivière » et « Le Pèlerinage de Katherine Mansfield », il s'emploie à forger des relations culturelles beaucoup plus étroites avec la France.

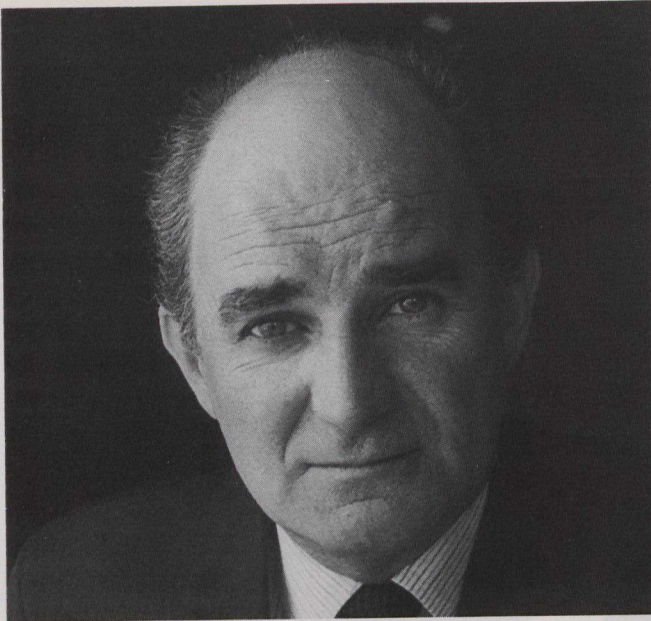


Léo Cadieux (1970-1975)

Léo Cadieux est né à Saint-Jérôme au Québec, le 28 mai 1908. Après s'être consacré au journalisme, il est élu député à la Chambre des Communes pour la première fois le 18 juin 1962. Réélu en 1963, 1965 et 1968, il est nommé Ministre d'État de la Défense en 1965, et Ministre de la Défense de 1967 à septembre 1970. Il quitte alors la politique active pour assumer les fonctions d'Ambassadeur à Paris. Dès son arrivée, il s'emploie à rapprocher les administrations canadienne et française, notamment dans le domaine de la coopération militaire. En septembre 1971, la visite au Canada de Mau-

rice Schumann, Ministre des Affaires Étrangères de France, met en lumière la proximité de vues du Canada et de la France sur la plupart des grands problèmes internationaux : crise monétaire internationale, admission de la Chine à l'ONU, relations Est-Ouest et francophonie.

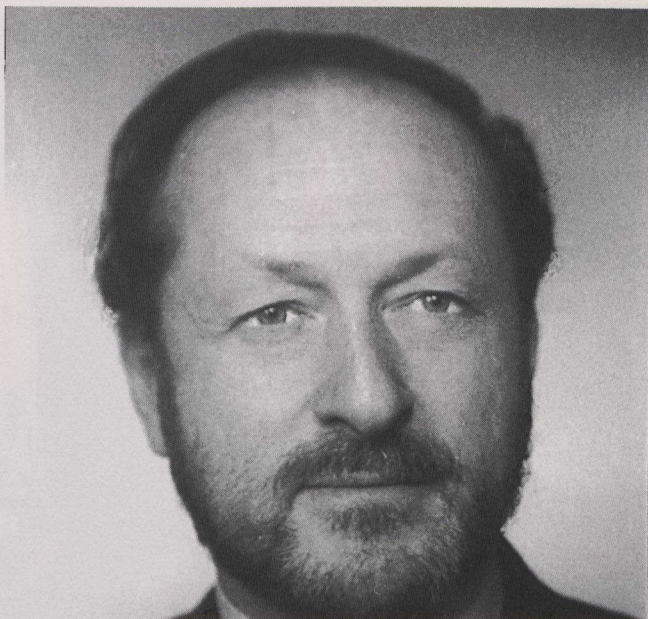
Ces années seront marquées par un effort commun pour accroître la coopération scientifique et technologique. C'est Gérard Pelletier qui, en 1975, prendra le relais de l'ambassadeur Cadieux.



Gérard Pelletier (1975-1981)

Il est né à Victoriaville le 21 juin 1919. Après des études de lettres à l'Université de Montréal, il entreprend une carrière qui le mènera du syndicalisme à la diplomatie en passant par le journalisme et la politique. Secrétaire général de la Jeunesse étudiante catholique, de 1939 à 1943, puis secrétaire itinérant du Fonds Mondial de secours aux étudiants, il devient reporter au quotidien *Le Devoir* de Montréal avant d'assurer la direction de l'hebdomadaire *Le Travail*, organe officiel de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada. En compagnie de Pierre Elliot Trudeau et de Jean Marchand, il fonde la revue *Cité Libre*. En 1961, il est nommé rédacteur en chef de *La Presse*.

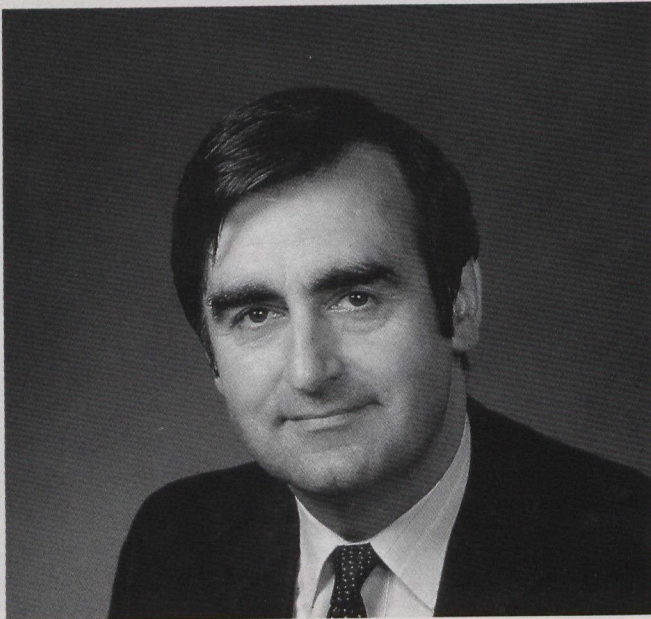
Entré au gouvernement en 1968, il occupe successivement les postes de Secrétaire d'État (1968-1972) et de Ministre des Communications (1972-1975). Nommé Ambassadeur à Paris en 1975, il s'emploie à atténuer les difficultés qui subsistent dans les rapports entre Ottawa et Paris, au moment où le gouvernement de Québec accroît ses activités internationales. Michel Dupuy lui succédera.



Michel Dupuy (1981-1985)

Fils de l'Ambassadeur Pierre Dupuy, il est né à Paris le 11 janvier 1930. Il a fait ses études en France et en Grande-Bretagne. Juriste et spécialiste des questions économiques et des problèmes de coopération, il est diplomate de carrière. Entré au Ministère des Affaires extérieures en 1955, il occupe divers postes à l'étranger avant de devenir sous-secrétaire adjoint aux Affaires extérieures en 1971. De 1977 à 1980, il est président de l'Agence canadienne de développement international, équivalent d'un ministère de la Coopération.

Ambassadeur à Paris de 1981 à 1985, il met l'accent sur le commerce et l'investissement. C'est aussi au cours de son mandat que fut commémoré le 450^e anniversaire du premier voyage de Jacques Cartier au Canada. En septembre 1985, Lucien Bouchard prend sa relève.



Lucien Bouchard (1985-1988)

Il est né à St-Cœur-de-Marie, Lac St-Jean, le 22 décembre 1938. Diplômé en sciences sociales et en droit, il accède au Barreau du Québec en 1964. Tout en exerçant le droit à Chicoutimi, Lucien Bouchard devient l'un des principaux conseillers du gouvernement du Québec en matière de droit du travail. Il agit également comme conseiller pour le gouvernement du Québec lors des négociations entre Ottawa et les provinces canadiennes sur le rapatriement de la Constitution canadienne en 1982. D'abord comme conseiller du Premier ministre canadien, dans le domaine des relations fédérales-provinciales, puis à titre d'Ambassadeur du Canada en France, il négocie avec le gouvernement du Québec les termes de l'accord qui rendra possible la tenue du premier Sommet des pays francophones à Paris en février 1986 et du Sommet de Québec en septembre 1987. Il est également l'un des principaux maîtres d'œuvre de la visite d'État qu'a effectuée au Canada, en mai 1987, M. François Mitterrand, président de la République française. Cette visite, la première depuis 20 ans d'un président de la République française au

Canada, marque un tournant dans l'évolution des relations diplomatiques entre les deux pays. Monsieur Bouchard est également l'un des artisans de la première visite officielle à Paris du gouverneur général du Canada, en janvier 1988, à titre de Chef d'État canadien. Le 31 mars 1988, l'Ambassadeur Bouchard est nommé Secrétaire d'État du Canada.



Cette brochure a été édité grâce à l'appui de M. Jean-Louis Roy, Directeur des Archives Nationales de France, ainsi qu'à celui de M. Michel Le Moay, Conservateur en Chef des Archives Nationales de France.

Cette brochure a été publiée grâce au soutien généreux des Archives Nationales de France et des Archives Nationales du Canada.

Lors du deuxième Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Québec du 2 au 4 septembre 1987, M. Brian Mulroney, Premier ministre du Canada a remis à M. Robert Bourassa, Premier ministre du Québec, un portrait de M. Hector Fabre qui ornera le bureau du Délégué Général du Québec à Paris.

Le choix de ce portrait d'Hector Fabre est en soi un symbole. Ce grand Canadien, ce grand québécois fut, en effet, il y a quelque cent ans, le premier représentant du Québec à Paris avant de devenir quelques mois plus tard le représentant officiel du Canada.

Ce cadeau a été remis en présence de Son Excellence l'Ambassadeur du Canada en France, Monsieur Lucien Bouchard, et de Monsieur Jean-Louis Roy, Délégué général du Québec.

Cette brochure a été éditée grâce à l'appui de M. Jean Favier,
Directeur des Archives Nationales de France, sous la direction
de M. Michel Le Moël, Conservateur en Chef aux Archives Nationales
de France

elle a été publiée grâce au soutien généreux de :

- Archives Nationales de France
- Archives Nationales du Canada
- Fondation George et Helen Vari
- Fondation MacDonald Stewart

elle a été imprimée par l'Imprimerie Hérissey — Évreux

Reportage photographique : Georges Arramy — John Copes Van Hasselt

Plans et gravures : Archives Nationales de France

Bibliothèque Nationale de France

Photographies : Archives Nationales du Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20011778 9

DOCS

CA1 EA925 89R21 FRE

La residence de l'Ambassadeur du
Canada. --

43266619

